

Du socialisme au capitalisme : la signification du « changement de système »*

Janos Kornai

L'objet principal de ce texte est de contribuer à clarifier certains concepts souvent employés ces derniers temps, comme ceux de « système », de « changement de système » et de « démocratie ». Ces termes sont souvent employés par les hommes politiques et les commentateurs de la télévision et vus constamment dans les journaux. Cette contribution ne les aborde pas sous l'angle de la politique quotidienne. La discussion va au delà des limites du simple commentaire de la situation actuelle, en essayant d'envisager ces catégories essentielles au niveau international et à l'échelle historique. Les thèses énoncées ont un objectif théorique. Ce qui signifie qu'elles impliquent des généralisations et quelques abstractions issues des nombreux traits particuliers de la réalité sociale.

Cette contribution repose sur trois types d'éléments. J'ai déjà évoqué mon intention de fournir un cadre conceptuel pour décrire et analyser les événements et les changements. Je recommande également quelques instruments analytiques. La vérité n'est pas le critère approprié pour juger ces derniers. Le seul critère valable est de savoir si ils marchent. Cette contribution contient aussi quelques propositions. Dans leur cas, nous devons assurément nous demander si elles sont vraies ou non. Elles doivent passer le test de la comparaison avec les faits.

* Ce texte a été publié en anglais sous le titre « From socialism to capitalism : what is meant by the « change of system » ? », The Social Market Foundation, Center for Post-Collectivist Studies, London, 1998.

Enfin, le texte contient des évaluations de certains phénomènes ou processus. Elles sont liées au système de valeurs auquel je souscris. D'autres analystes évalueraient peut-être les mêmes événements de manière différente. J'attirerai plus spécialement l'attention aux endroits où je fais de telles évaluations.¹

DEUX SYSTÈMES

Selon le cadre conceptuel qui sera présenté progressivement dans cette contribution, deux systèmes ont dominé le XX^e siècle : le système capitaliste et le système socialiste. (Le terme « système communiste » peut être considéré comme synonyme du second). Des traces de systèmes pré-capitalistes résiduels ont subsisté au cours de ce siècle, elles seront ici négligées. L'affirmation « deux systèmes » ne va pas de soi. Elle rencontre généralement trois objections. La première considère qu'il est exagéré et injustifié de mettre le système socialiste à côté du système capitaliste, presque en parallèle. À l'échelle de l'histoire du monde, le système socialiste fut un bref interlude, une aberration temporaire dans le cours des événements historiques.

Ce pourrait bien être le point de vue que les historiens adopteront dans deux cents ou trois cents ans, mais ce n'est pas la manière dont nous, qui vivons au XX^e siècle, voyons les choses. L'édification et l'existence du système socialiste ont laissé une profonde et terrible cicatrice à ce siècle ; de même que l'effondrement d'une partie du monde communiste et la survie du reste. Le système socialiste a subsisté pendant très longtemps et subsiste encore dans le pays le plus peuplé du monde. À son apogée, son autorité s'étendait sur 26 pays et le tiers de la population mondiale. L'Union Soviétique était considérée comme une superpuissance et détenait une puissance militaire effrayante. Le système socialiste a pesé non seulement sur les centaines de millions de personnes qui étaient sous son obédience, mais aussi sur le reste de la population mondiale.

La seconde objection remet en cause l'idée qu'il n'y a eu que deux systèmes seulement. Ne peut-on parler d'un troisième système, ni capitaliste, ni socialiste ? L'histoire de ce siècle n'a produit aucun troisième système de ce type. Je ne pose pas ici la question de savoir s'il pourrait être souhaitable d'établir une sorte de troisième système. Ce n'est pas l'objet de cette contribution. Je n'émettrai même pas de prévision à long terme ; je ne sais pas

1. L'article de Péter Gedeon (1997) offre une excellente revue des questions méthodologiques posées par la littérature sur le changement de système et la transition vers l'économie de marché. Entre autres choses, son étude permet aux lecteurs de mieux comprendre comment mon approche se situe par rapport à la méthodologie d'autres auteurs et d'autres écoles. L'étude de P. Murrell (1995) fait quelques commentaires stimulants sur le sujet.

ce que le XXI^e ou XXII^e siècle apporteront. La seule chose qui puisse être affirmée avec certitude est que le XX^e siècle n'a pas engendré de troisième système.

La troisième objection approfondit la seconde, dans une autre direction. Pourquoi n'ai-je mentionné qu'une seule sorte de système socialiste ? Le système socialiste en Union Soviétique n'était pas, sous Staline, le même que sous Khrouchtchev. Le socialisme hongrois de János Kádár était différent du socialisme polonais de Gomulka, de Gierek et de Jaruzelski. En outre, est-il correct d'employer la même expression « système capitaliste » pour désigner les arrangements des États-Unis et de la Suède d'aujourd'hui ? Il y a autant de systèmes que de pays et de périodes historiques. Ceux qui suivent cette ligne de raisonnement affirment que la forme plurielle devrait être utilisée : nous devrions parler de systèmes socialistes et de systèmes capitalistes.

Cela nous conduit à un problème fondamental d'interprétation. Je propose d'utiliser le mot « système » en tant que concept généralisé, d'ensemble, global et d'admettre que chaque système existe à travers ses manifestations historiques spécifiques de différentes sortes². Cette proposition devient acceptable sous réserve que les thèses suivantes puissent être confirmées.

Les manifestations spécifiques du capitalisme ont quelque chose en commun, de sorte qu'elles peuvent être interprétées à juste titre comme des variantes d'un même système. Il faut également montrer que les manifestations spécifiques du socialisme ont des traits communs, qu'elles constituent aussi des variantes d'un même système. De plus, il faut montrer que les traits communs identifiables de chaque grand système sont importants, qu'ils influencent profondément les réalités de la société, de la politique, de l'économie, de la culture et de la vie quotidienne. Enfin, il faut montrer que ces critères essentiels offrent une base pour distinguer clairement les deux systèmes.

La figure 1 (infra) présente les caractéristiques des deux systèmes. Bien que le système capitaliste soit apparu historiquement le premier, le système socialiste représente l'antécédent historique pour ceux qui vivent dans la zone post-socialiste ; je l'ai donc placé en premier. La partie supérieure de la figure représente, sous forme de diagramme, les caractéristiques principales du système socialiste et la partie inférieure celles du système capitaliste.

Ceux qui connaissent mon ouvrage, *Le système socialiste. L'économie politique du communisme* (1992), reconnaîtront la partie supérieure de la figure, qui est extraite du chapitre 15.³ J'utilise ici la même approche que dans mon livre pour décrire le concept de système socialiste. Je ne pars pas d'une

2. D'une manière similaire, R. Skidelsky (1996) distingue la « mutation » (le communisme soviétique) et les « espèces » (le « système communiste-collectiviste »).

3. Dans cette contribution, je me propose de développer la théorie du système exposée dans mon livre *Le système socialiste* (1992), en essayant de mobiliser son appareil théorique pour analyser le changement de système.

définition normative. Ce que j'appelle socialisme n'est pas l'organisation sociale imaginaire que les adeptes sincères des idées socialistes souhaitent appliquer. Je ne traite pas de la question de savoir si le socialisme que nous avons connu « mérite » l'appellation de socialisme. Ce qui est donné, c'est une formation historiquement établie qui a existé dans 26 pays et s'est elle-même désignée système socialiste. Le sujet est donc ce qui était habituellement appelé dans notre partie du monde « le socialisme existant ». Quelles étaient effectivement les principales caractéristiques observables de cette formation réelle, telle est la question décisive. Ces caractéristiques ont été intégrées dans les blocs du diagramme. Le livre que j'ai mentionné a tenté de montrer longuement que les caractéristiques rapidement résumées dans le diagramme étaient les plus importantes parmi les diverses caractéristiques du système.

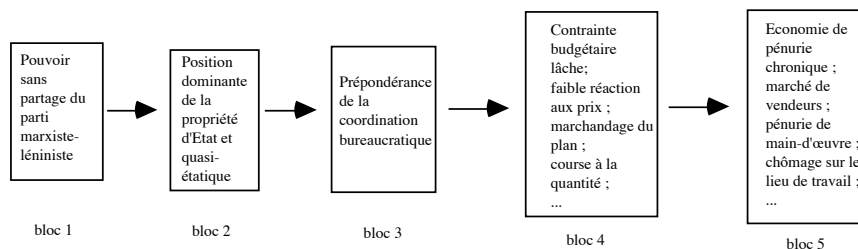
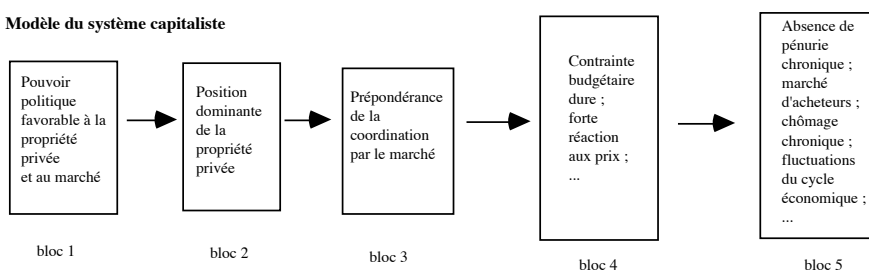
De même, j'adopte une approche positive et non normative pour essayer de caractériser le système capitaliste. Plutôt que de résumer les caractéristiques jugées souhaitables par les défenseurs du capitalisme, j'essaie de répondre aux questions suivantes. Qu'est-ce qui caractérise les autres sociétés du XX^e siècle, le monde qui a vécu à l'extérieur du système socialiste ? La partie inférieure de la figure montre les principaux traits observables du « capitalisme existant ». Alors que la partie supérieure du schéma a été corroborée par l'auteur dans un travail qui donne une analyse détaillée du système socialiste, la partie inférieure résulte essentiellement de conjectures. Il n'y a pas d'ouvrage complet pour l'étayer. Néanmoins, on peut dire que la caractérisation présentée dans les blocs du diagramme est en accord avec l'essentiel de la littérature relative au fonctionnement du système capitaliste et avec les observations directes de la vie quotidienne.

La caractérisation des deux systèmes vise à offrir plus qu'une définition secondaire ou arbitraire. Il ne suffit pas seulement de dire qu'il y a autant de définitions arbitraires du capitalisme et du socialisme que de chercheurs sur ces thèmes. Parmi les diverses observations partielles, j'ai essayé de distiller les principales caractéristiques qui sont nécessaires et suffisantes à un système pour fonctionner en tant que socialisme ou capitalisme (le socialisme et le capitalisme « existants », historiquement observables). Je n'ai pas essayé de faire une description riche, « de chair et de sang », mais une caractérisation « minimale », « parcimonieuse ». J'essaie de souligner le moins de caractéristiques possible, pour me concentrer sur celles qui sont essentielles pour distinguer clairement les deux systèmes.

Les trois premiers blocs du diagramme résument les caractéristiques fondamentales de chaque système : celles du pouvoir politique, de la répartition des droits de propriété et de la constellation des mécanismes de coordination. Une fois en place, ils déterminent largement le quatrième bloc, le type de comportement caractéristique des acteurs économiques, et le cinquième bloc, les phénomènes économiques typiques et durables. (La figure ne montre que

quelques régularités comportementales et phénomènes économiques durables typiques de chaque système. Les points de suspension placés sous les exemples indiquent que la liste peut être prolongée).

FIGURE 1

Modèle du système socialiste**Modèle du système capitaliste**

Pour exprimer ces relations en termes de « cause et d'effet », les trois premiers blocs peuvent être considérés comme la « cause », le quatrième et le cinquième comme l' « effet ». ⁴ Les trois premiers représentent les caractéristiques profondes du système, le quatrième et le cinquième les plus superficielles.

Les relations causales entre les trois premiers blocs et la séquence historique de développement des caractéristiques du système ne sont pas identiques. Elles diffèrent selon les pays et les périodes, en d'autres termes, selon leurs différentes manifestations historiques. Ce texte n'essaye pas de classifier ni

4. Cette affirmation ressemble à la vision marxiste de l'histoire, en ce sens que les régularités dans le comportement des acteurs sociaux/économiques sont expliquées en fonction des caractéristiques du système les environnant. Bien entendu, cette approche n'est pas la propriété intellectuelle du seul Marx et de ses successeurs. De nombreuses autres écoles ont une conception similaire, y compris l'économie institutionnelle moderne. Plusieurs écoles d'historiens et de sociologues adoptent des approches voisines. La caractérisation de la relation entre les blocs fondamentaux (1, 2 et 3), les formes de comportements propres au système et les phénomènes économiques durables qui en découlent, reflète une conception proche de celle de Marx. D'un autre côté, il y a une grande différence avec la vision marxiste de l'histoire, dans la façon dont le rôle du bloc 1 est interprété.

d'analyser ces relations importantes et intéressantes. Quelques observations seulement sont ici proposées.

Pour que le système se développe pleinement et que les caractéristiques décrites dans les blocs 4 et 5 apparaissent, il ne suffit pas que les caractéristiques typiquement « capitalistes » ou typiquement « socialistes » apparaissent dans un seul des trois premiers blocs. Il faut qu'il y ait une coïncidence des caractéristiques « capitalistes » ou « socialistes » dans les blocs 1 à 3. Celles-ci doivent apparaître ensemble pour que la relation causale puisse pleinement se développer. Par exemple, bien qu'il puisse exister une proportion élevée de propriété d'État en Autriche ou bien que la coordination bureaucratique puisse jouer un rôle important en France, cela ne signifie pas que ces pays soient devenus des systèmes socialistes. La transformation ne s'est pas produite parce que les caractéristiques des autres blocs fondamentaux sont restées celles du système capitaliste.

Regardons de plus près la partie inférieure du diagramme, en commençant par le bloc 1. Beaucoup de gens pourraient être choqués de ne pas y voir le mot « démocratie ». Je crois en la démocratie – je reviendrai plus loin sur cette question – mais le diagramme n'est pas censé représenter mes convictions politiques. Il cherche à adopter une approche positive pour caractériser le système capitaliste. La démocratie n'est pas une condition nécessaire au capitalisme pour qu'il fonctionne ; celui-ci peut aussi bien opérer sous un régime dictatorial.

Si les pouvoirs politiques protègent activement la propriété privée, encouragent la libre entreprise et la liberté d'établir des contrats entre individus et offrent des garanties légales pour faire respecter l'accomplissement des contrats privés, cela facilite et accélère le développement du capitalisme, et lui permet de survivre et de grandir. Toutefois, même si les pouvoirs politiques n'en font pas autant, la force spontanée du capitalisme s'exercera quand même et une économie de marché fondée sur la propriété privée prendra racine, à condition qu'ils n'entravent pas la propriété privée, la libre entreprise ou la liberté des contrats. La rhétorique n'a guère sa place ici. (Hitler, par exemple, n'était qu'injures contre la ploutocratie). Le facteur essentiel est le comportement réel dans la sphère politique, du gouvernement et du parti ou de la coalition au pouvoir. Les autorités ne doivent pas procéder à une confiscation massive ou nuire à la propriété privée d'une quelconque autre manière. Elles ne peuvent pas introduire de réglementations qui portent sévèrement, systématiquement et largement atteintes aux intérêts économiques de la couche propriétaire, pour le bien des autres couches sociales. Elles ne peuvent pas bannir durablement la coordination par le marché de la majeure partie de l'économie. Le minimum requis de la sphère politique est moins qu'un soutien

actif à la propriété privée et au marché. C'est le sens de la phrase du diagramme « favorable à la propriété privée et au marché »⁵.

La formule du bloc 2 exige une domination de la propriété privée. Il n'est pas nécessaire qu'elle règne de manière absolue. Le capitalisme moderne est une « économie mixte », dans laquelle des organisations relevant de la propriété d'État, ou non étatiques et non orientées vers le profit, peuvent aussi jouer un rôle. Il n'est pas nécessaire de fixer un seuil quantitatif numérique précis. Il suffit de dire que les organisations non privées ne doivent pas obtenir un rôle dominant.

De même, la formule du bloc 3 exige une prépondérance de la coordination par le marché. Cela n'exclut pas la présence d'autres mécanismes de coordination, particulièrement la coordination bureaucratique, ou même un effet puissant de leur part. Néanmoins, que le mécanisme de coordination principal soit le marché, par l'intermédiaire d'ajustements mutuels, décentralisés, d'offre, de demande et de prix, apparaît comme la caractéristique essentielle du capitalisme⁶.

LE CHANGEMENT DE SYSTÈME

L'étude des principales caractéristiques des deux systèmes offre les moyens d'interpréter le changement de système. Ce processus commence lorsque la société abandonne les caractéristiques fondamentales du système socialiste décrites dans les blocs 1, 2 et 3, et s'achève lorsque la société atteint la configuration des blocs 1, 2 et 3 caractéristiques du système capitaliste. Et cela ne doit pas simplement en rester là. La nouvelle situation doit prendre racine et devenir irréversible. Les pays diffèrent par le moment où le changement débute, par le bloc où il commence, et par les effets réciproques des changements. Ils diffèrent également par le moment où chaque bloc acquiert les caractéristiques du système capitaliste.

Pour commencer, je vais décrire le chemin suivi par mon propre pays, la Hongrie. Il mérite une attention spéciale de toute façon, en tant que pays

5. John Mueller (1996, p.121) présente la position du gouvernement de la façon suivante : « Le capitalisme peut être défini comme un arrangement économique dans lequel le gouvernement laisse réellement les gens libres de poursuivre leurs propres intérêts économiques tant qu'ils le font sans violence physique (y compris le vol physique). Ainsi, le capitalisme émerge quand il est légal et possible de faire un profit sans violence. »

6. Le terme « économie de marché » figure souvent dans le langage politique occidental avec le même sens que l'expression « système capitaliste » employée dans cette contribution. Il est possible que beaucoup de gens craignent que le mot « capitaliste » ne soit associé trop étroitement avec Marx ou des idéologies anticapitalistes radicales. Les pays post-socialistes ont adopté volontairement la même phraséologie parce qu'elle semblait plus acceptable après plusieurs années de propagande anticapitaliste. Je ne vois aucune raison d'abandonner ou d'éviter le terme expressif « capitaliste » par suite d'une quelconque timidité.

d'Europe où la transition d'un système à l'autre s'est opérée de manière très graduelle, sur une période de plusieurs décennies.

Dans le cas hongrois, des changements marqués commencèrent dans le bloc 3 et, dans une certaine mesure, dans le bloc 2 – les mécanismes de coordination et les relations de propriété – lorsque le « nouveau mécanisme économique » fut introduit en 1968. Toutefois, ils ne purent être achevés et produire un véritable changement de système avant 1989-1990, lorsque le changement radical, révolutionnaire, gagna le bloc 1, la sphère politique. Dans le cadre du nouveau régime politique, chaque parti affirma publiquement qu'il ne souhaitait pas conserver l'ancien système socialiste et soutint le plein développement d'une économie de marché fondée sur la propriété privée. Le monopole de l'idéologie communiste officielle cessa ; l'idée de privatisation de la propriété d'État devint acceptable. Ces événements, de même que de nombreuses réglementations favorables au capitalisme introduites par le gouvernement et le parlement, ont accéléré l'émergence des caractéristiques fondamentales du nouveau système.

Aujourd'hui, les fondations du nouveau système (blocs 1, 2 et 3) sont plus ou moins achevées, ou le seront d'ici un à deux ans. La période de changement de système touche à son terme⁷.

Tout ce qui s'est passé dans le bloc 1, la sphère politique et idéologique, fait apparaître rétrospectivement les changements intervenus entre 1968 et 1989 sous un jour différent. On ne peut affirmer (ou nier catégoriquement) que le processus de réforme de l'économie et l'érosion politique du pouvoir communiste auraient conduit inévitablement, sous la seule action des forces internes, au tournant politique de 1989-1990. Les changements radicaux de l'environnement extérieur, notamment l'affaiblissement et la désintégration du pouvoir soviétique, ont joué un rôle important, peut-être décisif. L'Union Soviétique n'était plus capable de renouveler la succession des événements de Budapest en 1956, de Prague en 1968, ou d'Afghanistan en 1979, en envoyant les chars pour défendre le pouvoir communiste. Les changements dans les blocs 2 et 3 pouvaient certainement produire d'autres conséquences. Il suffit de penser au Vietnam par exemple, où des réformes très similaires au « nouveau mécanisme économique » ont eu lieu, et où la réorganisation des relations de propriété semble même avoir plus progressé qu'en Hongrie à la fin de 1989. Cependant, le bloc 1, dont les traits fondamentaux sont restés inchangés, n'a connu que peu de changement, si bien que les caractéristiques décrites dans le bloc 1 de la partie supérieure du diagramme sont restés largement les mêmes. Il n'y a certainement pas de « changement de système » au Vietnam. L'interprétation et l'évaluation finales des changements dans le bloc 2 et 3 (un « changement de système » ou simplement des ajustements plus ou moins

7. János Kis, le grand philosophe politique libéral hongrois parvient à une conclusion similaire dans un article (1996).

importants du système socialiste) ne peuvent être faits qu'à partir de là. Un changement de système se produit si le nécessaire changement politique dans le bloc 1 a lieu ; dans le cas contraire, le système reste une formation composite, rapiécée et raccommodée sur de longues périodes de l'histoire.

Cet argumentaire traduit l'importance particulière du bloc 1. À cet égard, ma conception contraste nettement avec la vision marxiste de l'histoire. Je ne souhaite pas proposer une formule universelle, valable pour tout changement de système dans l'histoire, et je doute qu'une telle formule puisse être trouvée. Je me risque à avancer la thèse suivante seulement pour ce qui concerne un changement du capitalisme au socialisme, puis un retour du socialisme vers le capitalisme.

La sphère politique joue le rôle principal dans les deux types de changement de système. Ceci est lié au fait que le système socialiste n'a pas surgi de manière naturelle : le système ne doit pas son origine aux forces internes, intrinsèques, de l'économie ; il ne se développe pas spontanément. Le système socialiste est imposé à la société par le parti communiste qui conquiert le pouvoir. Le parti communiste y parvient, parce qu'en prenant le pouvoir, il liquide ses opposants politiques et brise toute opposition à l'introduction du nouveau système. Le parti communiste qui arrive au pouvoir a une vision de la société, de l'économie et de la culture qu'il souhaite créer, d'un système qui élimine la propriété privée et le marché, et les remplace par la propriété d'État et la planification. Cette vision détient un monopole idéologique. Toute déclaration de sympathie envers le capitalisme entraîne des représailles.

Toutefois, lorsque le « programme génétique » du système socialiste a été implanté dans l'organisme vivant de la société, des forces spontanées ont commencé à agir en lui également. Le système se complète et rejette les institutions et les organisations incompatibles avec lui-même. Il a des disciples, pas en petit nombre, qui émettent et exécutent les ordres afin de réaliser le grand dessein.

Pour reprendre les termes de Marx, ce n'est pas la « base », les relations de propriété et les mécanismes de coordination, qui façonnent à leur propre image la « superstructure » : la structure politique et l'idéologie dominante. C'est l'inverse : la « superstructure » construit une « base » en dessous d'elle. La confusion dans la métaphore montre que le système conceptuel marxiste ne peut être utilisé pour décrire ce qui s'est passé pendant la création du système socialiste.

Que se passe-t-il au cours du « voyage de retour » ? Une nouvelle fois, on peut dire que ce ne sont pas les changements survenus à la « base » qui produisent la nouvelle « superstructure ». Ce ne furent pas le petit secteur privé légal et l'économie seconde engendrés par le système Kádár qui ont érigé au dessus d'eux, en tant que leur représentant, le régime politique apparu après 1989-1990. Différents facteurs ont permis à la nouvelle structure politique

d'accéder au pouvoir, notamment la désorientation et la confusion au sein de l'élite politique kadarite, l'organisation de forces démocratiques d'opposition et l'évolution des conditions extérieures. Une fois parvenue au pouvoir, elle a rapidement levé les barrières entravant les forces spontanées de l'économie capitaliste. Les réglementations introduites par les nouvelles autorités politiques, favorables à la propriété privée et à la coordination par le marché, ont certainement accéléré le développement du capitalisme. Toutefois, comme les forces internes, intrinsèques, de l'économie s'exerçaient déjà dans cette direction, le changement essentiel s'est produit dans le bloc 1, comme ce fut le cas lors du « voyage aller ». Lever les barrières au capitalisme implique d'offrir des garanties constitutionnelles à la propriété privée, d'encourager officiellement la libre entreprise, de promouvoir la privatisation dans le cadre d'un programme de gouvernement et non à la dérobée comme avec les précédentes lois sur la privatisation, de légaliser la défense des idéologies pro-capitalistes, etc. Le capitalisme n'a pas besoin d'être imposé à la société ; on n'a pas besoin d'un programme génétique artificiellement implanté par un parti politique. Si rien d'autre ne s'était produit, à l'exception de la levée des barrières, le capitalisme se serait quand même développé tôt ou tard, bien que le processus aurait été évidemment beaucoup plus lent.

Comment faut-il comprendre l'expression « imposé à la société » ? Je suis conscient du fait qu'il n'y a pas de consensus sur ce point parmi les sciences sociales. Alors qu'Hayek souligne que l'économie capitaliste évolue comme un ordre spontané (Hayek, 1969, 1989), Karl Polanyi explique que le marché est étranger à la nature humaine et doit être imposé à la société par des moyens étatiques (Polanyi, 1944). Entrer en détail dans ce débat dépasse les limites de cette contribution. Mon point de vue est plus proche de celui de Hayek, que je trouve fondé, particulièrement pour la période de l'histoire qui concerne cette contribution, quand le système socialiste commença à se corroder puis s'effondra et que le développement du système capitaliste s'accéléra. Il est apparu tout à fait clairement au début de la période que les graines du capitalisme germaient dans un environnement encore principalement socialiste, non comme le résultat de la force de l'État mais malgré les interdits et les restrictions de ce dernier. De plus, il n'est pas besoin d'imposer quoi que ce soit à la société, mais seulement d'enlever les barrières et de fournir des encouragements, pour que la propriété privée et le marché commencent à se développer à tout allure, une fois que le parti communiste a perdu le pouvoir.

Dans tous les cas, l'expérience montre qu'il ne peut y avoir et n'y aura pas de changement complet de système, sans que les événements ne subissent un retournement radical dans le bloc 1.

Les paragraphes précédents étaient centrés sur le processus hongrois. De mon point de vue, le même appareil analytique peut être également appliqué au changement de système dans d'autres pays, et aux tournants au cours de ce

changement. La Tchécoslovaquie offre le plus fort contraste par rapport à la Hongrie. Jusqu'au changement de système politique, elle avait un des régimes les plus ossifiés de la zone socialiste, résistant résolument au changement et réprimant toutes les opinions oppositionnelles. Les institutions des sphères politique et économique ont fait le saut d'un système à l'autre en un temps très court. L'élimination de l'économie de commandement, la libération des prix et la levée des restrictions au commerce extérieur, sont survenues presque en même temps que le changement de régime politique ou avec un faible décalage seulement. Tous les changements se sont produits dans un très court espace d'une à deux années. La privatisation des entreprises d'État fut aussi menée à grande vitesse. Ainsi, dans chaque bloc les dynamiques et la vitesse du processus diffèrent de manière substantielle. Néanmoins, la Hongrie et la Tchécoslovaquie coïncident au niveau des caractéristiques principales de l'ancien état initial et du nouvel état final à la fin de la période de transition. Les deux pays correspondent pleinement aux modèles, dans le diagramme, du socialisme avant le changement de système et du capitalisme après celui-ci.

Le tableau 1 présente deux moments importants dans la chronologie de la transition pour de nombreux pays post-socialistes. Quand furent tenues les premières (dans certains pays les secondes) élections libres, avec plusieurs partis, et quand le secteur privé devint-il dominant dans l'économie ?

**Tableau 1. Elections et privatisation
en Europe centrale et orientale**

Pays	Dates des élections législatives libres	Part du secteur privé dans le PIB (%)
Albanie	1991, 1992, 1996, 1997	75
Arménie	1995	
Azerbaïdjan	1995	
Biélorussie	1995	
Bosnie-Herzégovine	1990, 1997	
Bulgarie	1990, 1991, 1994, 1997	
Croatie	1990, 1992, 1995	
Estonie	1992, 1995	70
Géorgie	1992, 1995	
Hongrie	1990, 1994	70
Kazakhstan	1994, 1995	
Kirghizistan	1993, 1995	
Lettonie	1993, 1995	60
Lituanie	1992, 1996	65
Macédoine	1990, 1994	
Moldavie	1994	
Ouzbékistan	1994-5	
Pologne	1989 ^a , 1991, 1993, 1997	60
République tchèque	1990, 1992, 1996	75
Roumanie	1990, 1992, 1995	60
Russie	1993, 1995	60
Slovaquie	1994	70
Slovénie	1990, 1992, 1996	
Tadjikistan	1995	
Turkménistan	1992, 1994	
Ukraine	1994	
Yougoslavie (Serbie et Monténégro)	1992	

Notes : La colonne de droite ne donne des données que pour les pays dont la part du secteur privé dans le PIB est égale ou supérieure à 60% à la mi-1999.

Sources : Colonne 1 : les données pour 1995 et au-delà sont issues de l'article de L. Holmes (1997, pp. 157-65). Les données pour 1996 et 1997 reposent sur des communications de Attila Ágh et Sándor Kurtán. Colonne 2 : rapport de la BERD (1996).

a: Les élections de 1989 n'ont été qu'en partie libres. Seuls 161 sièges du parlement sur 460 faisaient l'objet d'une compétition. Le reste était attribué sous la direction du parti communiste.

Ceux qui acceptent le système de concepts décrit jusqu'ici bénéficient des outils d'analyse suivants. Les blocs 4 et 5 du diagramme font référence aux régularités et aux phénomènes économiques durables qui sont spécifiques au système. La contrainte budgétaire d'une entreprise d'État dans le système socialiste est lâche, tandis que la contrainte budgétaire d'une entreprise privée dans le système capitaliste est dure. Ou bien, pour prendre un autre exemple qui

ne figure pas dans le diagramme, les grandes organisations dans toutes les économies témoignent d'une propension à l'expansion.

C'est dans le système socialiste seulement que cette propension devient une faim d'investissement omniprésente, intensive, sans cesse renouvelée. Cette faim d'investissement est un type de comportement systémique spécifique et, comme tel, appartient au bloc 4. Toutes les économies connaissent des déséquilibres qui sont autant d'entorses à l'équilibre idéal walrasien. L'économie de pénurie générale, chronique, caractéristique du système socialiste – et seulement du système socialiste – est une chose différente. Il s'agit d'un phénomène économique systémique spécifique, qui en tant que tel appartient au bloc 5.

Ceci nous conduit à une autre distinction importante : entre le changement systémique et le changement non systémique. Il est d'autant plus important de le noter, que cette distinction est souvent floue, dans le discours politique et dans le jargon professionnel, le même terme « réforme » étant employé dans les deux cas. Une dévaluation de la monnaie n'est pas systémique ; l'introduction de la convertibilité de la monnaie est systémique. (La seconde appartient au bloc 3 ; la première n'appartient à aucun bloc.) Une réduction du nombre de lits d'hôpital, décidée d'en haut n'est pas un changement systémique ; la privatisation du service du médecin généraliste est un changement systémique. (La seconde appartient au bloc 2 ; la première n'appartient à aucun bloc.) Je distingue les deux types de changement en appliquant un test simple. Je me demande si Erich Honecker aurait jamais introduit le changement, comme une de ses réformes destinées à « perfectionner » le système socialiste en Allemagne de l'Est. Au cas où il aurait pu le faire, ce n'est pas un changement systémique. Seules les caractéristiques systémiques peuvent figurer dans les blocs du diagramme.

Cette distinction ne dit rien sur l'importance du changement. Un changement non systémique peut être extrêmement important, inévitable et urgent, tandis que certains changements systémiques peuvent être mineurs et de peu d'importance en eux-mêmes. Néanmoins, la distinction est essentielle, parce que c'est une séquence entière de changements systémiques qui produit le changement de système.⁸

À l'aide du cadre analytique présenté jusqu'ici, je voudrais contester une vue communément formulée. On avance qu'il n'y a pas eu du tout de changement de système, parce qu'il y a toujours les mêmes gens au sommet, occupant comme avant les plus hautes positions de la société. Certains utilisent cet argument dans les discours politiques ou dans les articles académiques. Certains

8. Des programmes économiques d'ensemble, comme le plan Balcerowicz pour la Pologne en 1990, le programme de stabilisation et d'ajustement de 1995 en Hongrie, associé au nom du ministre des finances Bokros, ou le programme de Ciorbea en Roumanie en 1997, comprennent des changements à la fois systémiques et non systémiques.

citent la vieille plaisanterie des oiseaux perchés dans leur arbre. Un coup de feu est tiré. Ils s'envolent tous dans les airs, puis atterrissent à nouveau. Chaque oiseau est peut-être sur une branche différente, mais toute la volée est de nouveau perchée sur l'arbre.

Jusqu'où est allé le changement de système ? Sera-t-il bientôt achevé ? La réponse ne dépend pas de l'échelle à laquelle l'élite a été remplacée. Plusieurs chercheurs ont essayé d'estimer statistiquement l'ampleur d'un tel remplacement.⁹ Iván Szelényi et d'autres auteurs ont trouvé qu'en Hongrie, quelques années après le tournant politique, nettement plus de la moitié de l'élite économique avait aussi appartenu à l'élite économique d'avant 1989. Des proportions similaires ont été trouvées en Pologne et en Tchécoslovaquie. Ainsi, d'après les données agrégées, il apparaît un degré significatif de continuité, bien que le renouvellement n'ait pas été négligeable non plus¹⁰.

Le degré de renouvellement de l'élite est en lui-même un problème important. Les caractéristiques du changement de l'élite influencent certains aspects du développement de la nouvelle formation, tels que la stratification sociale, les forces relatives des groupes sociaux et les normes de coexistence¹¹. Mais quels que soient les résultats, ils ne peuvent, selon le raisonnement suivi dans cette contribution, être identifiés au changement de système. On a établi précédemment que les trois premiers blocs, les blocs fondamentaux, déterminent plus ou moins le contenu du bloc 4, les modèles de comportement des acteurs économiques propres au système. Même si le propriétaire actuel d'une usine était autrefois son secrétaire du parti communiste, son comportement actuel reflètera un désir de faire des profits et d'accroître la valeur de la firme, et non de gagner l'approbation des secrétaires du parti, du district et du comté. Le changement de comportement des mêmes personnes explique en partie l'apparition des nouveaux modèles de comportement dans le bloc 4 : un membre de l'ancienne élite économique agit différemment après avoir rejoint la nouvelle élite. D'un autre côté, c'est aussi parce que le mécanisme de sélection propre à l'ancien système a laissé la place à un nouveau mécanisme de sélection, également spécifique au nouveau système. D'anciennes amitiés peuvent procurer un emploi à un ancien cadre pendant un

9. Voir l'étude de Eyal, Szelényi et Townsley (1997), le livre à paraître des trois mêmes auteurs, et les travaux de Böröcz et Róna-Tas (1995) ; Hanley, Yershova et Anderson (1995) ; Róna-Tas (1994) et Wasilewski (1995).

10. Le remplacement a été plus radical au sein de l'élite politique.

11. Il me serait plus facile de préciser cette formulation si j'utilisais le cadre conceptuel que j'introduis dans l'avant-dernière section, intitulée « Les alternatives » de cette contribution. J'y explique que les manifestations historiques spécifiques du système capitaliste peuvent être décrites en les situant dans un « espace » défini par quatre (ou plus) attributs caractéristiques. Le degré de réorganisation de l'élite a une forte influence sur l'endroit où se trouve le système capitaliste émergent, dans l'espace représentant ses caractéristiques. Cela permettra de distinguer, les sociétés et les économies de cette zone, d'autres pays au niveau de développement similaire mais sans passé communiste.

temps, mais s'il ne parvient pas à remplir les conditions requises, il n'aura pas de deuxième carrière réussie et sera probablement éliminé tôt ou tard. C'est un processus long, et aussi stochastique. Tous les fonctionnaires incompétents, incapables de s'adapter, ne sont pas écartés de la nouvelle strate des managers. Cependant, une économie de marché fondée sur la propriété privée est capable de faire une sélection, en fonction de ses propres besoins et règles du jeu, avec un degré élevé de certitude.

DÉTOUR : LES CAS « MIXTES »

Jusqu'à présent, j'ai opposé, comme dans un modèle, les cas purs des systèmes capitaliste et socialiste. L'histoire a aussi engendré des cas impurs, des formations sociales dans lesquelles certaines composantes des deux cas purs sont, dans une certaine mesure, combinées.

Il y a manifestement un système « mixte » en place au cours de la transition. Ce fut le cas pendant la transition du capitalisme au socialisme, dans les pays où le socialisme finit par se développer. La transition s'acheva avec la disparition des composantes du capitalisme. Il y a certains pays (comme le Chili ou l'Afghanistan) qui n'ont jamais atteint le stade de maturité d'un système socialiste, parce qu'il fut renversé par la force et le développement revint sur son chemin antérieur. De même, il y a un système « mixte » en vigueur pendant la transition du socialisme au capitalisme, jusqu'à ce que la transition dans cette direction opposée soit achevée.

Il est intéressant de noter que plusieurs pays, principalement dans le tiers monde, ont conservé des systèmes « mixtes » spécifiques pendant longtemps. La structure socio-économique de ces pays, ou plus précisément, de ces pays à certaines périodes déterminées de l'histoire, mélange simultanément des éléments capitalistes et socialistes. L'Inde est un exemple typique d'une telle « mixité ». La coordination bureaucratique acquit un grand rôle dans le bloc 3, bien plus que dans la plupart des pays capitalistes. Quelques éléments de planification centrale bureaucratique firent leur apparition. Néanmoins, la structure économique de l'Inde n'a jamais atteint le stade d'une pleine et complète économie de commandement, de type stalinien.

Les caractéristiques socialistes sont également manifestes dans le bloc 2. Le poids de la propriété d'État était très important, du moins dans le secteur moderne de l'économie, beaucoup plus que dans la plupart des pays capitalistes. Toutefois, la propriété d'État n'est pas devenue dominante en proportion du PIB ; il n'y avait pas la tendance à l'accroissement de la proportion de la propriété d'État qui apparaît dans les pays passant de façon conséquente du capitalisme au socialisme.

Concernant le bloc 1, le Parti du Congrès occupait le pouvoir de manière prépondérante. Toutefois, hormis une courte suspension des droits démocratiques et des libertés, il a toujours existé une opposition légale. Les droits politiques fondamentaux de la liberté de la presse et de la liberté de réunion étaient respectés. Le parti dominant pendant des décennies ne possédait pas un monopole du pouvoir inscrit dans la constitution. Bien que l'idéologie du parti du congrès présentait quelques caractéristiques socialistes, ce n'était pas un parti marxiste-léniniste. Il ne l'était pas dans ses principes économiques : bien qu'il retenait l'idée d'une économie planifiée, il n'avait pas dans son programme l'élimination de la propriété privée ou du marché. Il ne l'était pas non plus dans ses principes politiques : il n'avait pas dans son programme le maintien du pouvoir à tout prix. L'Inde n'a jamais montré dans le bloc 1 les caractéristiques qui selon mon raisonnement sont décisives, pour déterminer si la structure sociale d'un pays peut être considérée comme un « système socialiste » ou non.

L'Inde était à mi-chemin entre les systèmes capitaliste et socialiste. Il y avait en Inde des forces qui auraient vu d'un bon œil qu'elle avançât plus loin vers un système socialiste. À présent, l'Inde semble être revenue vers le système capitaliste. L'Inde d'aujourd'hui montre les caractéristiques de base du système capitaliste, plus clairement et nettement qu'il y a dix ou vingt ans.

Dans certaines périodes de l'histoire d'autres pays en développement, on peut trouver des combinaisons similaires à bien des égards, même si elles varient d'un pays à l'autre. Il est trop tôt pour porter un jugement définitif, mais l'étude de ces épisodes suggère jusqu'ici que les cas « mixtes » sont seulement temporaires et que les pays tendent à reprendre par la suite le chemin de développement capitaliste.

Pour dissiper tout malentendu, j'ajoute que cette analyse utilise l'expression « système mixte » dans un sens beaucoup plus étroit que celui accordé généralement à l'expression « économie mixte » par l'économie standard. Cette dernière s'applique à pratiquement toutes les économies capitalistes modernes, dans lesquelles l'intervention de l'État joue un rôle significatif, principalement dans le domaine des politiques monétaire et budgétaire, et où l'État remplit certaines fonctions de protection sociale. Selon la terminologie de cette contribution, de telles économies « mixtes » opèrent manifestement dans le cadre du « système capitaliste ». Je considère l'Inde et certains autres pays en développement, à certaines périodes de leur histoire, comme des systèmes « mixtes », parce qu'ils sont allés au-delà des limites capitalistes d'une « économie mixte » et ont commencé à mettre un pied dans le cadre d'un système socialiste.

En résumé : bien que je sois conscient que les systèmes « mixtes » existent, je pense qu'il est fondé de conserver la dichotomie centrale de ma contribution : le contraste entre les systèmes capitaliste et socialiste.

DÉMOCRATIE ET CHANGEMENT DE SYSTÈME

Revenons au bloc 1. Beaucoup aimeraient que le bloc 1 n'évoque pas seulement un régime « favorable à la propriété privée et à la coordination par le marché » mais une structure politique démocratique. Avant de discuter ce point de manière approfondie, clarifions le concept de démocratie.

Comme pour l'interprétation des concepts précédents, j'éviterai de donner une définition normative. Le point de départ ne sera pas ce que nous « attendons » de la démocratie, à savoir quelles sont les caractéristiques d'un régime qui mérite le nom de démocratie. Je souhaite plutôt avancer une définition positive, descriptive et explicative.

Le point de départ, c'est l'observation qu'il existe un groupe bien défini de pays, qualifiés de démocraties dans le langage courant politique occidental, pendant une période historique spécifique, disons au cours des vingt-cinq années postérieures à la fin de la deuxième guerre mondiale. Limitons-nous à ceux pour lesquels il y avait un accord plus ou moins total, les pays d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord dans lesquels la démocratie était fermement établie. La question est la suivante : quelles caractéristiques essentielles les systèmes politiques de ces pays ont-ils en commun ? En d'autres termes, les éléments caractéristiques de la démocratie peuvent être identifiées par l'observation empirique, en « distillant » les traits communs des pays qualifiés de démocraties.¹² La démocratie est une conjonction d'organisations politiques, d'institutions, de normes sociales et de formes consolidées de comportement qui assurent les conditions suivantes de fonctionnement de la société dans ces pays :

1. Le gouvernement peut être révoqué et la révocation s'effectue de manière civilisée. Nous européens de l'Est, avons une idée claire de ce que signifie révoquer des dirigeants ou des groupes de manière non civilisée : ils sont assassinés, victimes d'un coup d'État, exécutés ou emprisonnés après révocation, démis par une insurrection, etc.

2. Toutes les démocraties utilisent une méthode éprouvée de « révocation civilisée » : une procédure électorale contrôlée par des lois complétées par des conventions. Cette procédure établit comment les pouvoirs législatifs et exécutifs doivent être choisis. La procédure électorale reflète également, dans une certaine mesure, les sympathies et les antipathies politiques du public.

12. De nombreux politologues ont adopté cette approche. Le classique *Capitalism, Socialism and Democracy* (1942) de Schumpeter est considéré comme l'ouvrage pionnier (chapitre 21 et p. 269 également). D'après la description succincte de Huntington, cette approche commence par « des définitions empiriques, descriptives, institutionnelles et procédurales », par opposition à d'autres théories qui utilisent des définitions utopiques, idéalistes, de la démocratie (Huntington, 1991, pp. 5-7). De telles interprétations « empirico-descriptives » sont aussi utilisées dans les travaux bien connus de Dahl (1971) et de Lindblom (1977), bien que des auteurs différents ne classent évidemment pas de la même manière les caractéristiques principales.

J'évite d'affirmer davantage et de dire qu'elle « exprime la volonté de la majorité » ou « la volonté du peuple ». Le processus de transmission entre les préférences des citoyens et la composition du parlement et du gouvernement qui résulte du processus électoral, et l'activité gouvernementale produite par l'activité combinée des pouvoirs législatif et exécutif et de la bureaucratie, est plutôt compliqué. Cette transmission n'est certainement pas exempte de frictions ou de distorsions. Néanmoins, elle garantit que le gouvernement ne peut pas conserver le pouvoir par la force, qu'il ne peut pas résister sur une période de plusieurs législatures à la volonté des électeurs, qui déterminent la composition du parlement.

3. Dans une démocratie, il n'y a pas de pouvoir politique ou d'idéologie politique qui possède un monopole assuré par la force de l'État. Le processus politique repose sur la concurrence : les partis, les mouvements et les groupes politiques rivalisent pour les voix et les autres soutiens politiques. En conséquence, chaque démocratie fonctionne sur le mode du multipartisme.

4. La démocratie ne décrète pas seulement les libertés politiques, elle les garantit dans la pratique. Il faut particulièrement noter que l'État ne peut pas entraver par la force la liberté d'expression, la liberté de la presse ou la liberté d'association.¹³

La présence de ces quatre caractéristiques ne dépend pas simplement des bonnes intentions des législateurs et du gouvernement du moment. Elles sont garanties par une série d'institutions qui assurent l'équilibre des pouvoirs : la constitution démocratique, le parlement, qui surveille le gouvernement et autorise par la loi le budget de l'État, et le pouvoir judiciaire, indépendant des autres branches d'activité de l'État. On peut également inclure des organisations étatiques puissantes, dont l'indépendance par rapport au gouvernement est garantie par la loi, comme la banque centrale ou la cour des comptes.

La démocratie, d'après cette description, n'est pas « le gouvernement du peuple ». Le sens du mot est plus modeste mais plus global : une conjonction de procédures et de règles, certaines inscrites dans la loi et d'autres dans les coutumes et les conventions. Comme l'écrit Samuel Huntington, « des élections ouvertes, libres et équitables... [peuvent produire des gouvernements] inefficaces, corrompus, myopes, irresponsables, dominés par des groupes de pression et incapables d'adopter les politiques nécessaires pour le bien public. Ces qualités rendent de tels gouvernements indésirables mais elles ne les rendent pas antidémocratiques. » (Huntington (1991, pp. 9-10). En somme, la

13. Si on utilise la terminologie d'Isaiah Berlin (1969), il s'agit de libertés négatives, l'État ne peut pas restreindre la liberté d'expression ou d'association. La description « empirique » de la démocratie dans ma contribution ne va pas au-delà. Il serait bien entendu souhaitable que les libertés positives s'appliquent aussi plus largement dans chaque société, offrant à chacun l'accès à une vie meilleure, plus fructueuse. Il est généralement admis que ce n'est pas systématiquement le cas dans de nombreux pays qualifiés normalement de démocraties. Comme je l'ai dit précédemment, je me garderai de donner une définition normative du concept de démocratie.

démocratie n'est pas un système idéal. Elle n'empêche pas l'incompétence, la malhonnêteté ou les abus de pouvoir. Tout ce que la démocratie exclut, c'est un monopole politique, garantissant ainsi que le gouvernement ne conserve par le pouvoir par la force.

En s'appuyant sur cette définition empirique, on peut établir la liste des pays post-socialistes actuels qui peuvent être déjà qualifiés de démocraties et celle de ceux qui n'ont pas encore achevé leur transition vers la démocratie. Pour utiliser un critère simple et facilement vérifiable, la démocratie peut être considérée comme étant relativement consolidée lorsqu'il y a eu des élections libres en deux occasions et, lorsque dans ces deux occasions, il y avait une chance réaliste de renverser le gouvernement au pouvoir. Ce critère permet de classer par exemple clairement les régimes politiques de la République tchèque, de la Hongrie et de la Pologne, comme des démocraties.

La démocratie peut être évaluée à partir de deux points de vue. Le premier est celui de sa valeur instrumentale, par rapport à d'autres objectifs. Par exemple, si l'objectif est de développer l'économie et d'atteindre la croissance durable la plus rapide possible, alors la démocratie est un moyen discutable pour y parvenir. De ce point de vue, elle a des avantages, mais elle a également des inconvénients.¹⁴ Respecter les règles de la démocratie peut rendre difficile l'introduction de changements souhaitables, l'imposition d'un partage général et proportionné de l'impôt et le développement des proportions macroéconomiques les meilleures pour l'économie. Il existe des régimes autocratiques hautement efficaces (Taiwan et la Corée du Sud dans les premières décennies après la seconde guerre mondiale, et Singapour aujourd'hui) et des démocraties stagnantes (l'Inde au cours des mêmes décennies).

L'autre critère pour évaluer la démocratie est de juger de sa valeur intrinsèque. Même si ce n'est pas l'instrument le plus efficace, n'a-t-elle pas de valeur simplement parce qu'elle garantit les libertés politiques et empêche la tyrannie d'un gouvernement résolu à rester au pouvoir par la force ? Ma réponse subjective est oui. Pour moi, c'est là une grande valeur intrinsèque. D'autres, jugeant à partir d'autres systèmes de valeurs pourraient donner une réponse différente.

Ayant clarifié le concept de démocratie, voyons comment il est lié à l'économie de marché. On peut affirmer que toute démocratie est une économie de marché capitaliste. Pour reprendre le diagramme précédent, les caractéristiques des blocs 2 et 3 du modèle capitaliste forment une condition nécessaire pour faire apparaître dans le bloc 1 un régime politique démocratique. Cette thèse peut être confirmée par l'expérience. Il n'y a pas eu de pays, dans le passé ou le présent, doté d'une sphère politique démocratique,

14. Sur les tensions entre la démocratie et le marché, se reporter par exemple à C. Offe (1991).

dont l'économie n'ait pas été dominée par la propriété privée et la coordination par le marché. Toutefois, comme il a déjà été mentionné, on ne peut affirmer qu'une économie de marché fondée sur la propriété privée est une condition suffisante à l'émergence d'un régime politique démocratique. J'ai déjà donné plusieurs exemples de pays aux régimes politiques non démocratiques, autocratiques, voire tout à fait tyranniques, dont l'économie est dominée par la propriété privée et la coordination par le marché. Cette combinaison est certainement viable à court terme, et même à moyen terme.

Qu'arrive-t-il sur une période historique longue au régime politique de pays où la propriété privée et la coordination par le marché dominant l'économie depuis plusieurs décennies ? Une hypothèse courante est qu'une économie de marché capitaliste nécessite des formes politiques démocratiques, et les impose même tôt ou tard. Il semble qu'il y ait plusieurs exemples historiques pour la confirmer, celui de la transformation démocratique en Europe du Sud, et ceux de nombreuses dictatures en Extrême Orient et en Amérique Latine.¹⁵

L'observation du cours de l'histoire n'est pas la seule source d'arguments pour étayer cette hypothèse. L'analyse spéculative des relations entre le politique et l'économie en offre d'autres. La bonne marche de la propriété privée et du mécanisme de marché est favorisée par la sécurité et la fiabilité d'un État constitutionnel, à la différence d'un gouvernement tyrannique dans lequel les caprices d'un dictateur rendent les événements plus difficiles à prévoir.¹⁶ La propension à investir se renforce avec la stabilité politique des démocraties consolidées.¹⁷ Un argument supplémentaire, relatif à ce problème, a surgi au cours de la période récente : la liberté des flux d'informations. À l'âge des ordinateurs, des photocopieurs, des télécopies et d'Internet, les interdictions des dictatures empêchent la diffusion des inventions, des innovations et des informations commerciales, qui limite la participation au réseau économique global. Ce dernier point est susceptible de produire l'effet le plus fort. Un pays qui essaie d'imposer des contraintes politiques aux communications sera inexorablement à la traîne dans la concurrence économique globale ; tôt ou tard, la révolution technique induite par les ordinateurs forcera les pays à lever les barrières aux libertés de parole et d'association. Le temps dira si cette prédiction est correcte.

15. Des calculs économétriques ont été effectués pour analyser sur longue période et pour un grand nombre de pays, les relations entre la démocratie, les institutions d'une économie de marché et la croissance (cf. Barro 1991, 1996a et 1996b ; Tavares et Wacziarg, 1996). En s'appuyant sur des études empiriques, Mancur Olson perçoit une relation étroite entre la durabilité, la durée de vie des démocraties et des régimes autoritaires et les droits de propriété et la sécurité des droits des contrats dans chacun d'eux (Olson, 1996, p. 38). En fin de compte, la recherche, fondée sur un échantillon de données historiques, n'est pas encore entièrement concluante. L'hypothèse n'est ni clairement confirmée, ni totalement rejetée.

16. Cette relation est soulignée par Mancur Olson (1996, p. 18).

17. Les investisseurs préfèrent soit la stabilité d'une démocratie consolidée, soit la stabilité d'une dictature dirigée d'une main ferme. Ce qui les repousse le plus est une démocratie instable.

Tout ceci semble convaincant, mais seule l'expérience historique future pourra fournir des preuves réelles.

TYPES DE TRANSITION

La question posée précédemment n'est pas simplement un problème intellectuel stimulant. Elle a une signification politique pratique importante pour prévoir des événements dans des pays qui réforment leur économie, mais demeurent sous contrôle communiste. Sous l'angle de la nature politique de la transition, trois types de passage du système socialiste au système capitaliste semblent émerger.

Dans le type 1, la dictature communiste est remplacée par une dictature anticommuniste. Cela s'est produit en 1919, lorsque la chute de la République soviétique hongroise de Béla Kun fut suivie d'une période de terreur blanche. Le système socialiste partiel, immature et rudimentaire d'Allende au Chili fut renversé par le coup d'État militaire de Pinochet, qui imposa un règne de terreur pendant plusieurs années, si bien que le pouvoir politique ne fut démocratisé (pas de manière totalement cohérente) qu'une fois le capitalisme revenu et consolidé. De même, la dictature imposée par l'Union Soviétique à l'Afghanistan fit place à une dictature théocratique anticommuniste.

Plusieurs pays est-européens aujourd'hui en transformation illustrent le type 2. Ils ont connu une « révolution de velours ». Il n'y a pas eu de phase de terreur anticommuniste, mais un système démocratique s'est érigé sur les ruines de l'ancien régime politique. Ces pays ont soit développé les institutions de la démocratie, soit fait des pas appréciables dans cette direction¹⁸.

La Chine (et peut-être le Vietnam) pourraient représenter une transition de type 3. Le parti communiste change de l'intérieur, se transformant d'une force politique nettement et implacablement anticapitaliste en une force, furtivement mais toujours plus ouvertement, pro-capitaliste. Il y a interpénétration entre le parti communiste, le pouvoir de l'État au niveau central et surtout local, et la couche supérieure des milieux d'affaires du secteur privé. Une couche de cadres, devenus bourgeois et capitalistes, est en train d'émerger. Il est courant pour un fonctionnaire du parti de monter une affaire tout en conservant son poste dans le parti. Là où ce n'est pas le cas, une femme, un frère, une sœur ou un enfant peuvent le faire à la place, si bien que les pouvoirs politique et commercial restent littéralement « dans la famille ». Le développement de ce processus ne peut être confirmé par les statistiques. Toutefois, de nombreux

18. On ne peut le dire bien sûr pour tous les pays d'Europe de l'Est ou toutes les républiques qui ont remplacé l'ancienne Union Soviétique. Des éléments importants de règne dictatorial ont été conservés, par exemple en Yougoslavie, dans certains pays d'Asie centrale et en Biélorussie.

récits sur ce phénomène sont racontés par ceux à même d'observer les changements de près, de l'intérieur.

Supposons que ce processus continue pendant quelques années. Le changement de système peut alors suivre différentes voies possibles. Le parti communiste peut conserver le monopole du pouvoir. Dans sa rhétorique, il continuera à s'appeler communiste, mais en fait il sera devenu nettement pro-capitaliste.¹⁹ Dans ce cas, le critère du bloc 1 du diagramme est rempli. Cette Chine là se serait transformée en un système capitaliste. Dans un tel système, un groupe se qualifiant de communiste exerce une dictature politique mais, en pratique, n'est pas moins favorable à la propriété privée et au mécanisme de marché que Pinochet ou les dictateurs de la Corée du Sud d'après guerre. Une autre voie possible est le développement régulier des germes de la démocratie. Des groupes politiques d'opposition, hostiles au parti communiste, apparaissent et les institutions de la démocratie politique se développent, de manière régulière ou par à-coups. D'autres chemins sont également envisageables. Je ne tiens pas à faire des prophéties politiques. Le seul objectif de ces commentaires est de montrer que les différentes voies potentielles de la transformation chinoise peuvent être interprétées dans le cadre conceptuel de la présente contribution.

DEUX RÉSULTATS INDÉNIABLES

Beaucoup de gens se sont fait des illusions quant aux résultats à attendre du changement de système. Ceci s'applique non seulement aux citoyens ordinaires, qui connaissent moins en détail les événements historiques et internationaux, mais aussi à de nombreux membres très qualifiés de l'intelligentsia. Selon moi, le simple fait que le changement de système se soit produit implique deux résultats indiscutables.

Le premier vient d'être mentionné. La prédominance de la propriété privée et la coordination par le marché sont indispensables à la démocratie. Cet avantage est convenablement apprécié par ceux qui comprennent bien la connexion, et qui attachent une valeur élevée à la démocratie dans leur propre échelle subjective de valeurs. Ceux qui dénigrent la démocratie, parce que cela n'a jamais été important pour eux ou parce qu'ils ont oublié ce que l'on ressent lorsque l'on vit, dépouillé de libertés politiques, sous un gouvernement tyrannique imposant sa loi par la force, ceux-là ne pourront jamais être convaincus de ses mérites par aucun argument rationnel. Même ceux qui lui attribuent une valeur élevée doivent se rendre compte que le simple fait du

19. Le Congrès du parti communiste chinois à l'automne 1997 a mélangé la phraséologie communiste avec des résolutions pratiques destinées à poursuivre la progression du capitalisme. Cela accroît la probabilité du scénario que j'ai évoqué.

changement de système ne garantit pas la démocratie. Il établit simplement une de ses conditions nécessaires.

L'autre avantage du système capitaliste, c'est que le développement technique y est plus rapide ; il est plus enclin à rechercher l'innovation. Ceci est lié au fait qu'il fait la part belle à l'entreprise et à l'initiative dans l'économie. Cet entrepreneuriat capitaliste permet une utilisation des ressources humaines et physiques plus efficace que dans le système socialiste. Cela signifie que, mesuré sur de longues périodes historiques, il est plus rapide pour augmenter la production et la productivité du travail, et de ce fait le bien-être matériel des êtres humains.

Je vais me référer ici à un auteur rarement cité de nos jours : Vladimir Ilitch Lénine. Il déclara, au tout début de l'introduction du système socialiste, que la course entre les systèmes capitaliste et socialiste serait en définitive gagnée par celui qui pourrait assurer la plus forte productivité. Le système socialiste a perdu la course ; tel est le sens véritable du tournant de 1989-1990. Les statistiques comparatives, montrant les résultats économiques des deux systèmes sur une longue échelle de temps, le confirment clairement (voir tableaux 2 et 3). Il convient de noter que le PIB des pays socialistes dans le tableau 2 croît plus lentement que celui des pays capitalistes à un niveau de développement comparable pour l'année de base 1950. De plus, la dernière colonne montre clairement que les travailleurs des pays socialistes passent beaucoup plus de temps sur leur lieu de travail. Dans le tableau 3, l'Autriche est prise comme base de comparaison. Ceci se justifie d'un point de vue historique, puisque jusqu'à la fin de la première guerre mondiale, l'Autriche, la Hongrie et le territoire qui devint plus tard la Tchécoslovaquie, constituaient la monarchie austro-hongroise. En fait, une partie de la Pologne actuelle appartenait aussi à cette dernière. L'Autriche a toujours été le pays le plus développé du groupe, mais l'écart par rapport aux autres pays s'est encore creusé sous le système socialiste. Le résultat de la course apparaît de manière spectaculaire dans le cas des pays divisés : comparons l'Est et l'Ouest de l'Allemagne avant la réunification, ou la Corée du Nord actuelle, au bord de la famine, et la prospère Corée du Sud.

Tableau 2. Croissance et coût du travail, 1950-1989

	PIB par habitant		1950	nombre d'heures annuel travaillées par tête
	en 1950	en 1989	= 100	
Tchécoslovaquie	3 465	8 538	246,4	936
Hongrie	2 481	6 722	270,9	839
Union Soviétique	2 647	6 970	263,3	933
Grèce	1 456	7 564	519,5	657
Irlande	2 600	8 285	318,7	524
Portugal	1 608	7 383	459,1	738
Espagne	2 405	10 081	419,2	591

Notes : Le tableau présente les chiffres pour les trois pays socialistes européens qui apparaissent dans les tableaux concernés de la source. Ils sont comparés aux données des quatre pays capitalistes européens les moins développés l'année de référence (1950). Le PIB par habitant, dans les première et deuxième colonne, est mesuré en US\$ aux prix relatifs US de 1985.

Source : A. Maddison (1994), pp. 22 et 43.

**Tableau 3. Augmentation du retard par rapport à l'Autriche
(Autriche = 100)**

	1937	1960	1970	1980
Tchécoslovaquie	90	91	78	70
Hongrie	63	56	51	52
Pologne	53	54	47	45

Note : Bien que le tableau s'arrête en 1980, il apparaît clairement grâce à d'autres sources que le retard par rapport à l'Autriche a continué à augmenter dans les années récentes.

Source : P. Marer (1989), calculé à partir de É. Ehrlich (1987).

Cette performance supérieure provient des caractéristiques de base des deux systèmes. À cet égard, l'avantage du système capitaliste apparaît inmanquablement, bien que différentes périodes puissent s'écouler dans

différents pays avant que l'avantage n'émerge. Pour certains, cela prend des années et, pour d'autres, peut-être des décennies.

J'ai consacré plusieurs décennies à comparer les deux systèmes, et ma conclusion est que ces deux, et seulement ces deux, résultats découlent inexorablement, comme une règle irréfutable, des caractéristiques systémiques différentes du capitalisme et du socialisme. Le changement de système est une bonne nouvelle pour ceux qui estiment hautement ces deux avantages. Aucun autre résultat ne découle du simple fait qu'il y ait eu changement de système.

LES ALTERNATIVES

Evidemment, la nouvelle société qui émerge aura plusieurs autres caractéristiques qui auront un effet important sur la vie des gens. Comme je l'ai évoqué précédemment, socialisme et capitalisme peuvent chacun revêtir une variété de manifestations historiques qui peuvent différer sur les points suivants :

1. Dans quelle mesure le régime politique est-il démocratique ou dictatorial ? Ce point a déjà été discuté avec un certain détail. Je le mentionne simplement ici à nouveau pour compléter la revue des alternatives.

2. Quel est le degré d'ouverture ou de fermeture du pays dans ses relations avec le monde extérieur ? Avec quel degré de liberté le capital, le travail, les biens et l'information peuvent-ils circuler des pays en question vers d'autres pays ? Dans quelle mesure le pays est-il intégré à un groupe de plusieurs pays, jusqu'où est-il « globalisé », ou encore, dans quelle mesure est-il coupé des tendances à l'intégration et à la globalisation ?

3. Dans quelle mesure l'État joue-t-il un rôle actif dans l'économie ? Dans quelle mesure intervient-il dans les processus de marché, par la réglementation législative, les restrictions aux entreprises et à la libre entrée, les politiques budgétaires ciblées (plutôt que neutres), le contrôle de certains prix et une politique active de revenu ?

4. Il y a une quatrième question qui recouvre en partie la troisième : dans quelle mesure l'État est-il actif dans la redistribution ? Quel rôle joue-t-il dans la fourniture de prestations sociales, dans l'offre et le financement des retraites, des soins de santé et de l'éducation ? Quelle est l'intensité de son action comme « État-providence » ?

Ces points couvrent quatre dimensions permettant de caractériser les pays qui appartiennent au système capitaliste. Il existe d'autres dimensions que je n'ai pas mentionnées, mais celles énumérées ci-dessus sont certainement parmi les plus importantes. Tous les pays capitalistes peuvent être situés à n'importe quelle période dans l'espace défini par ces quatre (ou plus) dimensions.

Cependant, la position exacte d'un pays dans cet espace n'est pas déterminée par le simple fait du changement de système.

Il n'est pas possible, à partir du système conceptuel utilisé dans cette contribution, d'interpréter la déclaration d'un mouvement politique visant l'« économie sociale de marché » plutôt que le capitalisme. Prenons par exemple l'économie de l'Allemagne de l'Ouest après la deuxième guerre mondiale, que beaucoup d'hommes politiques sont tendance à qualifier d'« économie sociale de marché ». D'après les concepts mobilisés dans cette contribution, il y avait un système capitaliste en Allemagne de l'Ouest, une variante marquée par un niveau élevé d'intervention de l'État dans le cadre de la quatrième dimension mentionnée (« État-providence », redistribution).

Qu'il n'y ait aucun malentendu : je ne trouve rien de contestable dans l'association de l'attribut « social » au mot « marché », si le but, par exemple, est de souligner qu'un marché sans entrave génère une répartition du revenu qui est considérée comme inacceptable d'un point de vue éthique. Dire que le capitalisme nécessite une correction institutionnelle est une chose, donner l'impression que l'« économie sociale de marché » et le « capitalisme » sont deux systèmes sociaux différents, entre lesquels il est possible de choisir, en est une autre.

Selon le raisonnement suivi dans cette contribution, il n'y a pas d'alternative au « système capitaliste ». Toutefois, il existe un nombre infini de variations au sein du système capitaliste. Un pays peut s'éloigner de son état actuel selon les quatre dimensions énumérées (et d'autres dimensions encore). Il n'y a pas de déterminisme absolu ; il y a des choix. Différents partis et mouvements apportent des réponses distinctes à ces questions. La direction, l'échelle et la vitesse du changement dépendent des réponses et des actions des générations présentes et à venir.

LA NÉCESSITÉ D'UNE ANALYSE CLAIRE

Les deux grands avantages offerts par le changement de système demandent du temps pour s'épanouir, ainsi que de grands sacrifices. Les différents problèmes et épreuves qui surviennent au cours de la transition post-socialiste nécessitent, bien sûr, une étude spécifique. Je me contenterai ici d'apporter quelques bases à partir desquelles les analyser. On ne peut négliger non plus la question des causes des problèmes et des pertes dont il s'agit. On ne peut négliger non plus la question de savoir si les difficultés apparaissent de manière inattendue, comme une surprise, si elles auraient pu être raisonnablement prévues, n'est pas négligeable non plus. Bien qu'une ou deux réflexions présentées ici puissent se révéler aussi utiles pour les observateurs et analystes

extérieurs de la transition post-socialiste, je les adresse prioritairement aux citoyens des pays concernés.

1. Une cause possible des problèmes est que le niveau de développement du pays, est très éloigné de celui des pays les plus avancés. Il y a de nombreuses causes historiques à ce retard et à cette relative pauvreté, l'une d'elle étant la faible efficacité du système socialiste. En tout cas, à présent, c'est une caractéristique qui n'a pas pour origine le changement de système. L'importance du retard varie d'un pays à l'autre. On peut douter que tous les pays post-socialistes parviendront jamais à rattraper tous les pays qui les devancent actuellement. On peut également se demander si certains pays aujourd'hui derrière eux ne pourraient pas par la suite dépasser l'un ou quelques-uns d'entre eux. Les comparaisons avec des pays plus développés sont une source d'amertume pour tous les citoyens de la région. Il n'y a pas de moyen rapide pour vaincre les problèmes dus à l'arriération. Ils peuvent seulement être allégés par une croissance durable.

2. Le système capitaliste, comme le système socialiste, possède quelques désavantages systémiques, intrinsèques. Il faut dire qu'il est loin de constituer une société idéale. Ses opposants radicaux et ses défenseurs objectifs sont pareillement conscients de ses côtés sombres, impliquant le gaspillage et toutes sortes d'injustices. Tout comme le système socialiste souffre de pénurie chronique, le système capitaliste s'accompagne normalement d'un chômage chronique, auquel il ne s'échappe que temporairement, lors de circonstances exceptionnelles. Les niveaux de salaire sur un marché du travail contrôlé par le mécanisme du marché, couplés à l'existence de revenus du capital et au système d'héritage inhérent au droit de libre disposition de la propriété privée, engendrent de l'inégalité. L'excès de publicité est une des caractéristiques d'un « marché d'acheteurs », les vendeurs cherchant à gagner des acheteurs par tous les moyens possibles. Il est inutile de manifester une surprise répétée face à ces phénomènes, ou à d'autres caractéristiques négatives propres au nouveau système. Une politique appropriée du gouvernement peut diminuer ces problèmes mais elle ne peut empêcher entièrement qu'ils apparaissent.

Tout le monde peut mener une « analyse coût-avantage ». Laissons les peuples de la zone post-socialiste décider, en fonction de leur ensemble de valeurs, si les deux grands avantages mentionnés, qui découlent de l'introduction du système capitaliste, compensent les problèmes intrinsèques qui l'accompagnent également²⁰. S'ils ne les compensent pas, laissons-les se

20. Dans un de mes travaux précédents (Kornai, 1980), j'ai évoqué avec ironie ceux qui considèrent l'assortiment des systèmes dans l'histoire comme dans un supermarché. Comme si nous pouvions pousser notre caddie et choisir le plein emploi au rayon du socialisme, le développement technique et l'abondance des biens au rayon du capitalisme. L'histoire, ai-je écrit alors, propose des lots entiers aux contenus déterminés, étiquetés comme systèmes alternatifs. Chaque lot contient les avantages et les inconvénients systématiquement inhérents à la formation choisie.

déclarer en faveur du système précédent. S'ils les compensent, laissons-les reconnaître une fois pour toute que ce sont des effets secondaires indésirables mais inévitables du changement de système. La conclusion logique ultime de la première position est un rejet révolutionnaire du capitalisme, celle de la seconde l'effort d'opérer des réformes internes au capitalisme.

3. J'ai évoqué dans la section précédente, qu'à n'importe quel moment de l'histoire, chaque pays capitaliste occupe une position spécifique dans un espace défini par quatre attributs caractéristiques (ou plus). Ceux qui critiquent certaines choses ou contestent quelque circonstance indésirable peuvent en définitive souhaiter le rejet du système capitaliste en tant que tel. Il se peut qu'ils veuillent simplement voir le pays prendre une position différente dans l'« espace des caractéristiques » du système. Ils pourraient vouloir que le pays soit plus ouvert ou plus fermé dans ses relations extérieures. Ils souhaiteraient vivre dans un pays capitaliste où les dépenses sociales et les impôts pour les financer soient plus élevés, ou moins élevés, etc. La nature de ce problème est en partie liée au type discuté dans le point 2, mais ils ne coïncident pas complètement. Ce type suppose que les gens évaluent avant tout quelles forces politiques veulent entraîner la société dans la direction qu'ils désirent et quelles forces s'opposent à un tel mouvement.

4. Il y a certains problèmes qui ne résultent ni d'une position initiale défavorable (point 1) ni d'effets secondaires négatifs durables de l'état final après la transition (point 2), ni de la position dans l'espace des caractéristiques du système (point 3). Ils proviennent du changement lui-même, des difficultés à opérer la transition d'un système à l'autre. Ils peuvent être décrits par des phrases qui incluent les mots « pas encore ». La nouvelle structure de l'offre ajustée à la demande n'a pas encore émergé. L'expertise et l'expérience pour faire fonctionner une économie de marché et un système politique démocratique ne sont pas encore présentes. Les institutions du nouveau système ne sont pas encore développées. Ces problèmes sont temporaires. Il y a des raisons d'avoir confiance dans le fait que l'on pourra tôt ou tard résoudre ces problèmes de transition. Les principales conditions requises sont le temps et le développement, qui est surtout évolutionnaire par nature, bien que des mesures gouvernementales puissent accélérer le processus de résolution des problèmes de transition.

5. Pour finir, il y a les erreurs et les méfaits commis par les gouvernements, les responsables, les hommes politiques, les employeurs et les employés, les partis et les organisations. La malhonnêteté, la corruption, la négligence et l'incompétence existent. Nous devons lutter contre.

Je n'aimerais certainement pas voir un quelconque affaiblissement de la lutte contre les erreurs et les méfaits. Malgré cela il n'y a pas de mal à considérer,

avec une certaine sagesse, que les erreurs et les méfaits font partie de l'existence humaine.

Je comprends que les citoyens des pays post-socialistes n'analysent pas en détail et ne distinguent pas les cinq types de cause mentionnés précédemment, et se sentent simplement irrités et aigris devant ces problèmes. Toutefois, ce qui est compréhensible de la part du citoyen profane devient inacceptable, selon moi, de la part des chercheurs, des intellectuels hautement qualifiés, des faiseurs d'opinion et, avant tout, des hommes politiques. Ces divers groupes ne peuvent être excusés d'une ignorance et d'une légèreté même bien intentionnées, encore moins lorsqu'ils confondent délibérément les diverses causes des problèmes du pays, ou lorsqu'ils pratiquent une démagogie bon marché et agitent le drapeau populiste. Ce qu'il faut, c'est une analyse sereine ; le but de mon texte était d'y contribuer.

Bibliographie

- BARRO R. (1991), « Economic growth in a cross-section of countries », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 106, n° 2, pp. 407-43.
- BARRO R. (1996a), « Democracy and growth », *Journal of Economic Growth*, vol. 1, n° 1.
- BARRO R. (1996b), *Determinants of Democracy*, mimeo, Harvard University, Cambridge.
- BERLIN I. (1969), « Two Concepts of Liberty », in *Four Essays on Liberty*, Oxford University Press, Oxford, pp. 118-72.
- BÖRÖCZ J., RÓNA-TAS Á. (1995), « Small leap forward. Emergence of new economic elites », *Theory and Society*, vol. 24, n° 5, pp. 75-81.
- DAHL R. A. (1971), *Polyarchy. Participation and Opposition*, Yale University Press, New Haven and London, pp. 1-16.
- EBRD (1996), *Transition Report*, EBRD, London.
- EHRlich E. (1987), *Absolute and Relative Economic Development Levels and their Structures, 1937-1980*, Budapest.
- EYAL G., SZÉLENY I. et TOWNLSLEY E. (1997a), « The theory of post-communist managerialism », *New Left Review*, n° 22, pp. 60-92.
- EYAL G., SZÉLENY I. and TOWNLSLEY E. (1997b), *Making Capitalism without Capitalists*, Verso, London, à paraître.
- GEDEON P. (1997), « The economics of transformation and the transformation of economics », *Economic Systems*, vol. 21, n° 1, pp. 72-77.
- HAYEK F. A. (1960), *The Constitution of Liberty*, Routledge, London and Chicago University Press, Chicago.

- HAYEK F. A. (1989), *Order – With or Without Design*, Centre for Research into Communist Economies, London.
- HANLEY E., YERSHOVA N. et ANDERSON R. (1995), « Russia – old wine in new bottles ? The circulation and reproduction of Russian elites », *Theory and Society*, vol. 24, pp. 639-668.
- HOLMES L. (1997), *Post-Communism. An Introduction*, Polity Press, Cambridge, pp. 157-65.
- HUNTINGTON S. P. (1991), *The Third Wave. Democratization in the Late Twentieth Century*, University of Oklahoma Press, Norman and London.
- KIS J. (1996), « A renszerváltásnak vége » (La fin du changement de système), *Beszélő*, vol. 3/1, n° 6, pp. 4-10.
- KORNAI J. (1980), « The dilemmas of a socialist country : the hungarain experiment », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 4, n° 2, pp. 147-157.
- KORNAI J. (1992), *The Socialist System. The Political Economy of Communism*, Princeton University Press, Princeton/Oxford University Press, Oxford.
- LINDBLOM C. E. (1977), *Politics and Markets. The World's Political-Economic Systems*, Basic Books, New York, pp. 131-43.
- MADDISON A. (1994), « Explaining the economic performance of nations, 1820-1989 », in W. J. Bauman et al. (eds.), *Convergence of Productivity. Cross-National Studies and Historical Evidence*, Oxford University Press, Oxford, pp. 20-61.
- MARER P. (1989), « The economics of trade of Eastern Europe, in W. E. Griffith (ed.), *Central and Eastern Europe : The Opening Curtain*, Westview Press.
- MUELLER J. (1996), « Democracy, capitalism and the end of transition », in M. Mandelbaum (ed.), *Postcommunism : Four Perspectives*, Council of Foreign Relations, New York, pp. 102-67.
- MURREL P. (1995), « The transition according to Cambridge, Mass. », *Journal of Economic Literature*, vol. 33, n° 3, pp. 164-78.
- OFFE C. (1991), « Capitalism by democratic design ? Democratic theory facing the triple transition in East Central Europe, *Social Research*, vol. 58, n°4, pp. 893-902.
- OLSON M. (1996), *Capitalism, Socialism, and Dictatorship*, mimeo, University of Maryland, College Park.
- PICKEL A. (1993), « Can Capitalism be Constructed ? Competing Conceptions of Postcommunist Economic Transition ». 25th National Convention of the American Association for the Advancement of Slavic Studies, Honolulu, Hawaiï, November, 19-22.
- POLÁNYI K. (1944), *The Great Transformation*, Farrar and Rinehart, New York.

- RÓNA-TAS Á. (1994), « The first shall be the last ? Entrepreneurship and communist cadres in the transition from socialism », *American Journal of Sociology*, vol. 100, n° 1, pp. 40-69.
- RONA-TAS Á. (1994), *The Big Surprises of the Small Transitions*, Michigan University Press, Ann Arbor.
- SCHUMPETER J. A. (1942), *Capitalism, Socialism, and Democracy*, Harper, New York.
- SKIDELSKY R. (1996), « The state and economy : reflections on the transition from communism to capitalism in Russia », in M. Mandelbaum (ed.), *Postcommunism : Four Perspectives*, Council of Foreign Relations, New York, pp. 77-101.
- TAVARES J. et WACZIARG J. (1996), *How Democracy Fosters Growth*, mimeo, Harvard University.
- WASILEWSKI J. (1995), « The forming of the new elite : how much nomenklatura is left », *Polish Sociological Review*, n° 2, pp. 113-123.